



**Déclaration liminaire de la FSU-CGT au CTSD
du 3 septembre 2019**



Monsieur le Directeur Académique, nous sommes aujourd'hui réunis pour déterminer les dernières ouvertures de classes pour notre département. Nous espérons que cette instance va permettre d'améliorer les conditions d'apprentissage pour de nombreux élèves.

Si les élèves de CP et CE1 en REP bénéficieront de bonnes conditions de travail, ce ne sera malheureusement pas le cas dans la majorité des classes de notre département. Même si Monsieur Blanquer a voulu que certains élèves puissent bénéficier de conditions de travail privilégiées, il a reconnu lors de sa conférence de presse de rentrée que les dédoublements n'étaient pas encore complètement satisfaisants. Et que dire alors de tous les autres ? Certes, le public situé en REP a besoin d'une attention particulière, mais l'on sait bien que les contours des REP sont flous, et que de nombreuses écoles accueillent un public sensiblement équivalent, mais sans aucun moyen supplémentaire. Pour la FSU-CGT, ce sont les effectifs de toutes les classes qu'il faut baisser, et ce de la petite section au CM2.

Il faut aussi de toute urgence que le ministre prenne la mesure de ce qu'il demande aux équipes en matière d'inclusion. La décision de transformer les classes CLIS en dispositifs ULIS impose une inclusion de plus en plus prégnante, aussi, les enfants inscrits dans leur classe d'âge doivent compter dans les effectifs de l'école, sans quoi, des élèves et des enseignants se retrouvent chaque année en difficulté.

Pour la FSU-CGT, l'inclusion n'est pas la réponse à tout et la distinction handicap-difficultés scolaires doit demeurer. Nous réaffirmons qu'une aide efficace auprès des enfants en situation de handicap, mais aussi des enfants à besoins éducatifs particuliers ne peut passer que par l'intervention d'un RASED complet et formé selon des spécialités qui permettent de répondre aux différents profils d'élèves.

Les enseignants sont de plus en plus confrontés à des élèves en détresse, à des familles qui vivent dans le besoin et qu'il faut accompagner, et ces situations mettent à mal les équipes, elles les épuisent bien souvent. La création de postes de brigade soutien montre bien que vous en avez pris la mesure, Monsieur le Directeur Académique. Cependant, si l'intervention de ces collègues peut soulager un temps élèves et enseignants, c'est bien souvent un pansement sur une plaie ouverte. Depuis quelques années, ces situations augmentent considérablement, dans notre département, mais aussi plus largement sur tout le territoire. Il est urgent que notre ministre en prenne la mesure et qu'il accorde des moyens qui permettront à tous, élèves, parents et enseignants de vivre plus sereinement l'école.

Il est aussi urgent que nos dirigeants prennent la mesure des besoins en matière de santé, car l'école ne peut pas tout. Lors de ses entretiens avec les organisations syndicales, le ministre s'est engagé à travailler en ce sens en sollicitant le ministère de la Santé. Malheureusement, nous savons bien que

la fonction publique hospitalière est déjà très malmenée depuis de trop nombreuses années. Et avec elle, c'est toute la fonction publique qui l'est aussi.

Le projet de détruire les services publics est bien enclenché, et les lois AP 2022 en sont la triste illustration. Gel du point d'indice, baisse des moyens, suppression des nombreux services publics dans les zones rurales, mise à mal du statut de fonctionnaire, suppression des CHSCT et des CAP , ... autant de coups de canif dans une fonction publique déjà bien affaiblie par des années de politiques publiques désastreuses, et par la mise en place imposée d'une société capitaliste qui prône l'intérêt individuel au lieu de l'intérêt collectif. Il faut faire des économies, nous dit-on pour expliquer en partie ces choix, et dans le même temps, on nous annonce cet été la redistribution de dividendes record, et notamment dans notre pays. Cherchez l'erreur !

Et avec le dossier des retraites qui s'annonce à cette rentrée, c'est toute une philosophie de l'entraide et de la solidarité qui est encore une fois attaquée. Le gouvernement veut nous faire croire que la réforme qu'il prépare va permettre une meilleure égalité, mais c'est faux. Cette réforme cherche au contraire à ouvrir un espace à la retraite par capitalisation et à faire travailler les français plus longtemps. L'ouverture de négociations sur les retraites des personnels de l'éducation Nationale aura au moins permis au ministre et au gouvernement de reconnaître que les personnels sont mal payés et qu'ils auront énormément à perdre dans la future société rêvée du président de la République. Nous ne désespérons pas d'obtenir une revalorisation rapidement de nos rémunérations... car ce n'est pas avec 25€ brut de plus par mois que les enseignants pourront sentir leur travail justement considéré.

Cette société que l'on nous impose, nous n'en voulons toujours pas. Nous voulons au contraire une société plus juste, qui mette en avant la solidarité et le collectif. Une société où les richesses, qu'elles soient financières ou culturelles soient partagées. Une société qui permette à tous, dès le plus jeune âge et quel que soit son milieu social de pouvoir s'émanciper, afin de sortir des carcans et afin de choisir sa vie au lieu de la subir.

L'École a toute sa place pour permettre cette recherche d'une société meilleure, et notre syndicalisme continuera de proposer des projets et de mener les combats nécessaires pour s'opposer à la société de l'individualisme et du profit personnel.